



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des
Populations**

ARRÊTE
portant autorisation au titre d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
et pour un établissement de présentation au public

EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu le règlement communautaire n° 338/97 du 09 décembre 1996 modifié, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces ;

Vu le règlement (UE) n°1143/2014 du parlement européen et du conseil du 22 octobre 2014 relatif à l'introduction et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°2016/145 de la Commission du 4 février 2016 portant adoption du document-type servant de justificatif pour le permis délivré par les autorités compétentes des États membres autorisant les établissements à mener certaines activités sur des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne conformément au règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°2016/1141 de la Commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) 2016/1141 conformément au règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/1203 de la commission du 12 juillet 2022 modifiant le règlement d'exécution (ue) 2016/1141 pour mettre à jour la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'union ;

Vu la loi 2016-1087 du 08 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I, II, IV ,V et ses annexes ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime,
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 45 ;
- Vu** le décret 2017-230 du 23 février 2017 relatif aux conditions d'identification et de cession des animaux d'espèces non domestiques détenus en captivité ;
- Vu** le décret 2017-1583 du 17 novembre 2017 relatif à l'encadrement des usages portant sur des spécimens d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection ;
- Vu** la décision n° 426528 du 30 décembre 2020 du Conseil d'Etat statuant au contentieux ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements, autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création d'étangs ou de plans d'eau soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et relevant des rubriques 2.7.0 (1°, b) et 2.7.0 (2°, b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2025 portant agrément du gestionnaire du fichier national d'identification des animaux d'espèces non domestiques et fixant les modalités d'établissement, de contrôle et d'exploitation des données traitées par la personne agréée
- Vu** l'arrêté préfectoral du 06 février 2007 autorisant la SARL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR, dont le siège social est « Le Château de la Bourbansais » à Pleugueneuc (35), à exploiter et ouvrir un établissement zoologique au lieu-dit « Moulin de Richard » à Trégomeur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif portant autorisation d'ouverture en date du 10 août 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral portant certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestique attribué à Madame MARZIN Solenn en date du 30 décembre 2022 ;
- Vu** les demandes, en date du 08 décembre 2023 et du 06 janvier 2026 présentée par l'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR, pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 13 janvier 2026 ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 13 janvier 2026 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à l'EURL PARC ZOOLOGIQUE DE TRÉGOMEUR, qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 02 février 2026 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 05 février 2026 ;

Considérant que Madame Solenn MARZIN, responsable zoologique de l'établissement, est titulaire d'un certificat de capacité n° 2022-777 en date du 30 décembre 2022 pour une liste de différentes familles de mammifères, oiseaux et reptiles ;

Considérant les résultats des analyses sur la station d'épuration pendant les 17 dernières années ;

Considérant que l'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR, dont le gérant est Monsieur Ollivier DE LORGERIL, a déposé en date du 08 décembre 2023 une demande de modification de son autorisation d'ouverture ;

Considérant que l'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR a déposé le 6 janvier 2026 une demande de détention d'espèces exotiques envahissantes ;

Considérant que les inspections annuelles démontrent que l'établissement est conforme à la réglementation en vigueur (Arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Considérant qu'un capacitaire pour la présentation au public est présent sur site ;

Considérant que la finalité de l'opération pour les espèces exotiques envahissantes a pour objet la conservation ex-situ dans un espace confiné ;

Considérant que tous les risques de propagation des espèces exotiques envahissantes sont écartés ;

Considérant la qualité des installations (locaux d'hébergement des animaux d'espèces non domestiques, locaux permettant la conduite générale de l'établissement) et le fonctionnement de l'établissement ainsi que la prise en compte de la sécurité de toutes les personnes présentes dans l'établissement ou amenées à y pénétrer (sécurité des installations et des interventions, connaissance et prévention des risques de zoonose, etc...) ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations des Côtes d'Armor ;

A R R E T E

Article 1er :

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR est autorisé à exploiter et à ouvrir au public, sur le territoire de la commune de Trégomeur, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et à moins de 35 mètres du cours d'eau le plus proche, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un établissement zoologique situé à « Moulin de Richard » dont la liste des espèces présentées au public est fixée à l'article 3 du présent arrêté.

L'exploitant du parc zoologique est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à son établissement zoologique à caractère fixe et permanent présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Désignation de l'installation et taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime (A ou D)
Etablissement de présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage	2140	A

Article 2 :

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR doit respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale et étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 :

3.1. -

La présente autorisation est limitée aux animaux d'espèces non domestiques figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Le nombre de spécimens pour chacune d'elles, devront toujours être en rapport avec les capacités d'hébergement du site.

Le nombre maximum d'animaux d'une espèce peut être augmenté à concurrence de l'agrandissement des installations utilisées par l'espèce.

Toute introduction d'espèces d'une nouvelle famille devra faire l'objet d'un accord préalable du Préfet des Côtes d'Armor.

Toute introduction d'espèces d'une nouvelle famille devra faire l'objet d'un accord préalable du Préfet des Côtes d'Armor.

3.2. -

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR est autorisé à détenir les espèces exotiques envahissantes suivantes sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, des textes susvisés, et des formulaires joints en annexe.

Nom scientifique	Nom commun	Statut juridique	permis EEE
<i>Muntiacus reevesi</i>	Muntjac de Reeves	Règlement (UE) 2016/1141 – EEE (Union Européenne) Arrêté du 14 février 2018 – EEE (France métropolitaine) Annexe II-1	FR-53-2026-2
<i>Cervus nippon pseudaxis</i>	Cerf sika du Viêt Nam	Règlement (UE) 2016/1141 – EEE (Union Européenne) Arrêté du 14 février 2018 – EEE (France métropolitaine) annexe I	
Famille des Sciuridae : toutes les espèces, sauf <i>Marmota marmota</i> Marmotte et <i>Sciurus vulgaris</i> : Ecureuil roux		Règlement (UE) 2016/1141 – EEE (Union Européenne) Arrêté du 14 février 2018 – EEE (France métropolitaine) annexe I et annexe II (Selon les espèces)	

La présente autorisation est limitée aux animaux d'espèces non domestiques mentionnées ci-dessus pour un effectif en rapport avec les capacités d'hébergement du site.

Les animaux doivent être identifiés conformément à l'arrêté du 08 octobre 2018 susvisé.

Toute introduction de nouvelles espèces doit faire l'objet d'une demande de permis.

Article 4 : Prescriptions techniques pour les espèces reprises à l'article 3.3.

Les animaux des espèces EEE doivent être détenus conformément au dossier déposé le 06 janvier 2026 dans des enclos sécurisés.

Le personnel doit toujours être présent sur site pendant la visite du public.

le transport vers et depuis l'installation de détention confinée est effectué dans des conditions qui rendent impossible toute fuite.

Les spécimens animaux sont détenus conformément à la réglementation en vigueur sur la faune sauvage captive.

Les opérations commerciales (achat, mise en vente, vente, colportage) et d'introduction dans l'environnement sont interdites.

Tout risque d'échappement doit être maîtrisé.

Les spécimens sont considérés comme étant conservés en détention confinée si les conditions suivantes sont remplies :

- les spécimens sont physiquement isolés et ils ne peuvent s'échapper, se propager ou être déplacés,
- les protocoles de nettoyage, de traitement des déchets et d'entretien garantissent qu'aucun spécimen ne peut s'échapper, se propager ou être déplacé par des personnes non autorisées.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celles relevant d'autres réglementations, notamment celles relatives à la santé publique, au contrôle sanitaire et à la protection des animaux.

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE DE TREGOMEUR est, et demeure responsable des accidents, des dégâts et des nuisances pouvant être occasionnés par les animaux hébergés dans son établissement.

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR doit respecter le formulaire d'accompagnement (permis) n° FR-53-2026-02 en annexe du présent arrêté.

Ce formulaire doit accompagner les animaux lors d'un déplacement à destination d'un cabinet vétérinaire. Le certificat de décès doit mentionner le numéro de ce permis.

En cas de décès, celui-ci doit être attesté par un vétérinaire, une copie de cette attestation sera transmise à la DDPP et le cadavre sera dirigé vers un centre d'équarrissage.

Article 5 :

Le parc zoologique est installé et exploité conformément aux plans joints au dossier déposé le 19 novembre 2004.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'exploitation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 6 :

L'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR est autorisée à :

- maintenir la déviation de la rivière de l'Ic sur les parcelles numérotées 109 D au cadastre de la commune de Trégomeur et C643 et 644 sur la commune de Lantic.
- réhabiliter 4 plans d'eau existants (curage, modifications des emprises, mise en place de clayonnage en azobé, d'enrochements ou de plantations sur les berges) sur les parcelles cadastrales suivantes : Lantic C2 644 et Trégomeur ZC 235, 236, 237 et 238.
- créer 6 petits plans d'eau dans les enclos.
- construire un nouvel ouvrage de prise d'eau sur le bief qui comprendra :
 - un déversoir ancré en béton armé au travers de la rivière avec seuil à la côte 34,28 ;
 - au milieu du déversoir, une encoche sera réalisé de 0m60 de largeur pour 0m12 de hauteur pour le passage du débit réservé soit 42l/s ;

- sur le côté du déversoir, une tête de pont avec grille amont à espacement de 10 mm pour le départ de la canalisation de prise d'eau DN 300 avec vanne aval permettant de faire varier le débit de prélèvement entre 4,1 m³/h (fonctionnement normal) et 6,9 m³/h (période estivale à forte évaporation).

Article 7 :

Pour les plans d'eau 1, 2, 3 et 4 qui ne sont pas en conformité avec l'article 4 de l'arrêté du 27 août 1999 (revanches inférieures à 70 cm) et pour les plans d'eau 3 et 4 qui ne sont pas en conformité avec l'article 5 de l'arrêté du 27 août 1999 (distance entre la berge de l'Ic et celles des plans d'eau inférieure à 10 m), des mesures devront être prises pour éviter tout risque de débordement d'ouvrage.

Article 8 :

L'ouvrage de prise d'eau doit garantir en tout temps la circulation du poisson (dévalaison, montaison).

Le réservoir de l'ouvrage de prise d'eau pouvant constituer un obstacle à la circulation des poissons (espèces migratrices), une passe à poisson doit être mise en place.

Afin de privilégier la circulation du poisson en période de basses eaux dans le lit principal de la rivière de l'Ic, des barrages de grosses pierres non jointives, de 0,20 mètre de hauteur, seront établis sur chaque sortie du méandre secondaire.

Article 9 :

La réglementation de la pêche s'applique sur le méandre secondaire comme sur le cours principal de l'Ic.

Article 10 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Exécution et entretien des ouvrages

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin et conformément aux règles de l'art, ils seront constamment entretenus en bon état sous le contrôle des services de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, étant précisé toutefois que ce contrôle ne saurait avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages et leur mode d'exécution que leur entretien et leur tenue extérieure.

Article 12 : Règlements existants

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à toutes les lois et à tous les règlements existants, ou à intervenir concernant l'hygiène, la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Article 13 : Procès verbal et recollement des travaux

A toute époque, le permissionnaire sera tenu de laisser accéder aux ouvrages, des agents du service de contrôle de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour leur permettre de procéder à toutes mesures, vérifications et expériences utiles, et à la constatation de l'exécution du présent règlement.

Article 14 : Clauses de précarité

Le permissionnaire ou ses ayants-droits ne pourront prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque, si à quelque époque que ce soit, l'administration de salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les priveraient d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages du présent règlement.

Article 15 : Déchéance – mise au chômage

Faute pour le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra selon les circonstances, prononcer la déchéance du permissionnaire ou mettre ses ouvrages en chômage, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau ou de recours des tiers. Il sera de même, si après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changeait l'état des lieux fixé par le présent règlement, sans y avoir été préalablement autorisé.

Article 16 :

La clôture périphérique comprend une continuité au travers de l'Ic : à l'ouest, à l'aval de la prise d'eau du bief et à l'est à proximité du canal de décharge du bief de la Harmoye par un dispositif de barraudage mobile. Un dégrillage manuel est obligatoire pour laisser la libre circulation des poissons et éviter des augmentations de niveau d'eau.

Article 17 : Prélèvement d'eau

Le parc est alimenté, en partie par le réseau collectif d'eau potable pour l'abreuvement des animaux, les installations sanitaires, la restauration et les bureaux administratifs. Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau dans le respect du bien être animal. L'ensemble des bassins, biefs, canaux et d'une manière générale toute l'eau liée à la présentation au public est en circuit fermé, qui est dessablé, décanté et filtré. La compensation de l'évaporation et de l'infiltration sur ce circuit est effectuée par le biais de la prise d'eau sur l'Ic. Le prélèvement pourra atteindre 6,9 m³/h en période estivale. Le prélèvement devra respecter le décret n°2003-868 du 11 septembre 2003 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'Environnement.

Article 18 : Plans d'eau

Six petits plans d'eau sont créés dans les enclos et 4 plans d'eau existants sont réhabilités après curage et modifications des emprises.

Le tableau suivant récapitule les caractéristiques des différents plans d'eau.

Plan d'eau	Surface en eau en m2	Volume de stockage en m3	Cote fil d'eau
N°1	2880	2550	31,80
N°2	976	860	32,80
N°3	1274	840	33,60
N°4	1580	940	33,90
Tigres	160	300	42,5
Loutres	50	80	35,00
Ours	86	45	41,00
Echassiers	120	36	31
Tapir	80	30	41
Panthères	60	150	51
TOTAL	7266	5831	

La surface en eau cumulée des différents plans d'eau est de 0,73 ha.

Fonctionnement :

Les plans d'eau n° 1 à 4 fonctionnent en cascade en trop plein et en vidange. Le circuit d'eau recyclée doit respecter le plan suivant :

- transfert de 40 m3/h de plan d'eau à plan d'eau en cascade par des dispositifs de trop plein de type moine sur canalisation de vidange pour les bassins 2, 3 et 4 ;
- évacuation de 39.3 m3/h par surverse du bassin 1 vers la roselière ;
- décantation dans la rigole serpentant dans la roselière (1 560 m2) dont le trop-plein (2.9 m3/h en moyenne) surverse vers une zone d'infiltration/épuration à plantes hydrophiles avant de rejoindre l'Ic, tandis qu'un filet d'eau (0.5 m3/h) renouvelle l'eau du bassin des échassiers par une canalisation enterrée ; le trop-plein de ce petit bassin surverse également vers une zone d'infiltration/épuration à plantes hydrophiles avant de rejoindre l'Ic ;
- dans la roselière, les eaux en provenance du bassin 1 (39.3 m3/h) rejoignent celles en provenance du bief (14.1 m3/h) et de la rizière (50 m3/h), soit environ 100 m3/h en sortie (en déduisant la surverse et l'alimentation du bassin aux échassiers) vers les deux postes de refoulement de 50 m3/h ; à la sortie des conduites de refoulement, les eaux sont filtrées au travers de massifs sableux de 56 m² ;
- le circuit Sud alimente une cascade oxygénante et les bassins des ours et tapirs (répartition 40 m3/h cascade et 10 m3/h bassin) ; en aval, les eaux sont envoyées vers la rizière (800 m2), ou vers le moulin en journée pour animer une roue folle (jeux de vannes) ;
- le circuit Ouest alimente les cascades, puis les bassins des enclos panthères, tigres et loutres suivant la répartition suivante : 20 m3/h panthères, 20 m3/h tigres et 10 m3/h loutres ; en aval, reprise des deux cascades de 20 m3/h par passage en siphon sous le bief, soit les 40 m3/h vers le plan d'eau n°4 que l'on retrouve en début de cycle ;
- les 10m3/h de la cascade loutres retourne vers le bief, complétés par les 4.1 m3/h de la prise d'eau sur l'Ic.

En cas de besoin sanitaire d'isolement d'un plan d'eau, le retour doit se faire dans le bief (vannes sur les siphons) et les plans d'eau aval devront être alors alimentés depuis le bief par des canalisations avec vannes normalement fermées.

Les bassins des loutres possèdent un filtrage et un dégraissage séparé qui seront régulièrement contrôlés.

Entretien :

La grille amont de la prise d'eau devra être vérifiée tous les jours et nettoyée si nécessaire.

A plus long terme (10 ans minimum), les plans d'eau nécessiteront une vidange.

Auto-surveillance :

L'exploitant assurera le suivi du circuit de recyclages au moyen d'analyses d'eau.

Auto-surveillance simplifiée hebdomadaire avec un kit de test colorimétriques de terrain. Une analyse complète (physico-chimique et bactériologique) de laboratoire avec une fréquence au moins semestrielle au départ, puis annuelle par la suite, sera réalisée afin de vérifier in-situ le bon fonctionnement du circuit de recyclage.

Article 19 :

Stockage et rejets des eaux

Les eaux de pluie provenant des toitures et présentant un risque de contact avec des eaux souillées ou des effluents d'élevage doivent être collectées par une gouttière ou par tout dispositif équivalent. Elles sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. Elles ne doivent en aucun cas être mélangées aux effluents d'élevage ni être rejetées sur les aires d'exercice.

19.1. - Eaux pluviales

Les eaux de toitures des principaux bâtiments et les eaux interceptées par les voies internes seront stockées et infiltrées dans des noues compartimentées en escalier dont les trop-pleins rejoindront un système de rizières-roselières.

En période hivernale, les trop-pleins des noues rejoindront le circuit des eaux recyclées précédemment décrits par l'intermédiaire du bief ou de la roselière.

Le cheminement par fossé à ciel ouvert vers l'Ic favorisera ensuite l'infiltration et la décantation des eaux.

Les eaux pluviales des parcs de stationnement sont dirigés vers une cuve de rétention.

19.2. - Les eaux usées (E.U.)

Les eaux usées des bâtiments techniques, des bâtiments ouverts au public (restaurant et accueil) et des cages des animaux sont collectées et dirigées vers la station d'épuration située à l'Est du site.

Le trajet de réseau E.U. qui transite dans la plaine alluviale inondable à des profondeurs localement importantes (jusqu'à 2m50), présente un risque potentiel de contamination des eaux superficielles en période de crue au niveau des tampons de regards et des eaux souterraines (nappe alluviale d'accompagnement de l'Ic), par défauts éventuels d'étanchéité du réseau.

Les canalisations qui permettent l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement doivent être étanches.

Le réseau sera étanche au niveau des tampons de regard et devra faire l'objet d'épreuves de contrôle lors de la réception garantissant l'absence de pertes et fuites.

Le réseau E.U. aboutira à un poste de relèvement qui comprendra : deux groupes électro pompes immergés dimensionnés sur un débit de 6m^3 ; une bache de stockage d'une capacité de rétention de 12m^3 (2h de stockage en débit de pointe) et un dégrilleur primaire grossier en amont des pompes.

Ce poste sera équipé d'une télésurveillance.

Un bassin de débordement doit être mis en place à la suite du bassin de rétention.

19.3. - La station d'épuration

La station d'épuration d'une capacité de 240 EH (équivalents habitants) est composée :

*pour le pré-traitement :

- d'un dégrillage rotatif à $500\text{ }\mu\text{m}$;

- d'un regard de 30/30 permettant de procéder à des prélèvements.

* pour le traitement des effluents :

a) - d'une lagune aérée de 750 m^3 utile (volume total est de 930 m^3) réalisée selon les préconisations de l'ASQUAL.

Le temps de séjour dans la lagune est fixé à 20 jours avec un débit nominal de $36\text{m}^3/\text{j}$. L'aération et le brassage sont assurés simultanément par un hydroéjecteur fonctionnant de 5 à 8 heures par jour.

la profondeur totale est de 3 m, la profondeur en eau de 2,6m, la surface au miroir de 495 m^2 , la longueur haute de 34 m, la largeur haute de 15 m.

L'étanchéité est assurée par géomembrane en polypropylène d'épaisseur 1,5 mm et par la pose d'un géotextile anti-poinçonnement. Le rabattement de nappe et le dégazage est assuré par la pose de drains sous la lagune.

b) - d'une lagune de décantation de 180 m^3 utiles.

Le volume total est de 250 m^3 , le volume utile de 174 m^3 , la profondeur totale de 2 m, la profondeur en eau de 1,6 m, la surface au miroir 209 m^2 , la longueur haute 22,5 m, la largeur haute 9,5 m, la surface fond de 56 m^2 , la longueur basse de 16 m, la largeur basse de 3,5 m, la pente des parois internes de 1/1,5.

L'étanchéité est assurée par géomembrane en polypropylène d'épaisseur 1,5 mm et la pose d'un géotextile anti-poinçonnement. Le rabattement de nappe et le dégazage est assuré par la pose de drains sous la lagune.

La reprise des boues par pompage est effectuée à partir d'un puits à boues de 1000 mm. La hauteur d'eau libre devra rester supérieure à 1 m avant curage des boues. La production des boues sera de 42 m^3 par an. Le stockage des boues dans la lagune ne devra pas excéder 3 ans. Un compteur mis en place après la lagune permettra de mesurer les débits sortants.

c) - d'un lit de macrophytes.

En sortie de lagune de décantation la charge nominale des effluents sera, pour la DCO de 7 kg/J maxi et pour la DBO5 de 3 kg/J maxi.

Les eaux seront orientées vers deux filtres drainés plantés de roseaux alimentés en alternance avec un rythme hebdomadaire. Le mode d'alimentation est alterné, de façon à avoir une phase d'alimentation d'une semaine pour une semaine de repos.

L'étanchéité est assurée par une géomembrane en polypropylène d'épaisseur 1,5 mm, protégée, dessous et dessus, des pierres concassées utiles au drainage du fond du casier par un géotextile anti-poinçonnement.

Des drains PVC © 100 mm noyés dans la couche de pierres cassées, sont raccordés à des cheminées d'aération.

Les dimensions des deux lits à macrophytes sont : surface 60 m², profondeur total 1,60 m, profondeur utile 1,1 m, longueur 10 m, largeur 6 m.

Les filtres sont dimensionnés sur la base de 40 g de DBO5 à éliminer par m3 et par jour soit une surface utile de 128 m².

Un réservoir de 3m3 permet l'alimentation par bâchée générant une lame d'eau d'une épaisseur de 50 mm. La fréquence de bâchée est limitée à 2 par heure. L'épaisseur du substrat est calculé de manière à obtenir un temps de passage supérieur à 12 min, temps optimal de passage nécessaire à la finition de l'épuration. L'ouvrage automatique de chasse sera équipé d'un compteur permettant de connaître le volume en entrée.

d) rejet via une noue d'infiltration

Le rejet via une noue d'infiltration vers le bief du moulin de la Harmoye au droit de sa connexion avec l'Ic.

La station est raccordée au réseau d'adduction d'eau potable par un branchement muni d'un dispositif de protection anti-retour efficace et de moyen de comptage volumétrique. Les consommations seront relevées hebdomadairement et les résultats portés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'arrêt au point d'alimentation peut être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible afin d'éviter tout phénomène de retour.

En sortie des lits de macrophytes, l'effluent devra respecter les contraintes suivantes :

Paramètres 	Concentration maximale	Flux maximal
Volume	/	36 m3/j
DBO5	20 mg/l	0.72 kg/j
DCO	70 mg/l	2.5 kg/j
MES	30 mg/l	1.1 kg/j
P T	13,5 mg/l	0.5kg/j
NTK	12 mg/l	0.43 kg/l

Les boues de la station d'épuration seront reprises par une entreprise spécialisée, les bons d'enlèvement seront mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le contrat entre l'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR et l'entreprise sera fourni à l'inspection des installations.

QUALITÉ DE L'EAU ET SURVEILLANCE

Article 20 : Autocontrôle

20.1. - Surveillance des rejets - Auto surveillance

Le programme d'auto surveillance des consommations et des rejets en sortie des lits de macrophytes, est réalisé dans les conditions suivantes :

	UNITES	PERIODICITE
CONSOMMATION	m3	hebdomadaire
Volume mesuré en sortie de lagune de décantation	m3	hebdomadaire
PH	/	bimestrielle (1)
DCO	mg/l et kg/j	bimestrielle (1)
MES	mg/l et kg/j	bimestrielle (1)
NTK	mg/l et kg/j	bimestrielle (1)
Pt	mg/l et kg/j	bimestrielle (1)
DBO	mg/l et kg/j	bimestrielle (1)

(1) Durant la période allant d'octobre à mars inclus, une analyse par trimestre sera tolérée.

Le suivi est réalisé sur le rejet d'eaux traitées, à partir d'échantillon-s prélevé-s sur un temps T.

Les résultats de ces mesures sont transmis **une fois par semestre** à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints aux résultats d'auto surveillance.

20.2. - Validation des mesures

Dans le cadre de la surveillance de ses rejets, l'exploitant fait procéder, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement, **1 fois tous les deux ans** :

- à des mesures de contrôle,
- à un suivi réalisé sur le rejet d'eaux traitées, à partir d'échantillons prélevés sur une durée de vingt-quatre heures,
- et d'étalonnage de son dispositif d'auto surveillance, selon des modalités arrêtées en commun avec l'inspecteur de l'environnement.

Les mesures de contrôle et d'étalonnage du dispositif d'auto surveillance concernent :

- les étalonnages du débitmètre et du préleveur réalisés simultanément à un calage analytique.

Les calages analytiques pour chaque paramètre lorsque les analyses sont faites en interne (doubles échantillonnages avec analyses simultanées par le laboratoire de l'exploitant et par un laboratoire agréé).

L'ensemble de ces résultats est transmis à l'inspecteur des installations classées dans les mêmes conditions que celles précédemment indiquées

20.3. - Un Indice Biotique Global Normalisé (IBGN) sera réalisé à l'amont (200 mètres) et à l'aval (200 mètres) de l'établissement dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté, puis tous les trois ans. Les résultats des mesures d'indices, avec tous les éléments d'appréciation seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

20.4. - Opération de maintenance

Installation	Tâche	Fréquence concernée
Tamis rotatif	Vérification du bon fonctionnement	Hebdomadaire
	Vidange du bac de récupération - des refus de dégrillage	Hebdomadaire
Lagune d'aération	Vérification du fonctionnement de l'oxygénateur et de l'aspect du bassin -	Hebdomadaire
	Paramétrage de l'oxygénation	Trimestriel (haute, moyenne et basse saison)
Lagune de décantation	Extraction des boues	Soit hebdomadaire si compostage sur fumière (extraction de 1 m3/semaine) Soit tous les 3 ou 4 ans sans compostage
lits de macrophytes	Manœuvre des vannes - Faucardage -	Hebdomadaire Annuel
Canal de mesure	Contrôle visuel de l'aspect du rejet -	Hebdomadaire

20.5. - Entretien

L'entretien courant concerne les manœuvres de vannes et la scarification de la surface des filtres à sable.

Après quelques années, l'entretien portera sur le changement du sable des filtres.

Les contrôles de fonctionnement ainsi que l'entretien régulier de la station devront être assurés correctement de manière à éviter l'apparition de dysfonctionnements et des risques d'odeurs qui y sont liés. Il faudra être particulièrement vigilant en période de basse fréquentation au temps de séjour réel des effluents dans les fosses, source principale d'odeurs indésirables au niveau des ouvrages de ventilation.

L'entretien de l'unité de traitement comprend la mesure des niveaux de boues (enlèvement des boues par une société agréée).

L'entretien de la filière comprend également le contrôle et l'entretien général des équipements (niveaux d'huile des pompes, automatismes...), et enfin la tonte des surfaces engazonnées.

20.6. - Les visites de routine

A raison de deux fois par semaine, elles comprennent la vérification du bon fonctionnement hydraulique et mécanique des installations, ainsi que les manœuvres des dispositifs de distribution nécessaires au repos des filtres. Une opération notamment importante est la récupération des corps flottants qui peuvent gêner le fonctionnement hydraulique du système.

20.7. - Les visites de contrôle

Elles consistent en une vérification fine de chaque élément de la filière et plus particulièrement de l'écoulement des eaux, de l'évaluation des dépôts, du fonctionnement des pompes et des dispositifs de chasses hydrauliques, d'un relevé éventuel des compteurs, de la prise de pression à l'extrémité des pompes. Ces visites doivent être effectuées sur une fréquence de 15 jours à un mois.

20.8. -

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre du Livre V – Titre 1^{er} du code de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur de l'environnement peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

A chaque vidange des bassins, une analyse des paramètres, fixés à l'article 20 de cet arrêté, devra être réalisée. Le flux devra être calculé afin de ne pas dépasser les flux autorisés.

Dans ces prélèvements seront dosés les paramètres fixés à l'article 20 de cet arrêté et les différentes formes de l'azote et le phosphore.

Un exemplaire des résultats de cet autocontrôle sera adressé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

La conformité des effluents traités aux normes du présent arrêté est vérifiée une fois par trimestre, et au moins deux fois pendant des périodes de haute activité.

Une analyse relative à la potabilité de l'eau prélevée sera réalisée deux fois par an.

Article 21 - Stockage et devenir du fumier

Le fumier est stocké sur une aire étanche de 200 m². Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers.

La maturation du fumier sera suffisante pour prévenir les risques d'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme ainsi que pour la santé des personnes.

Le fumier sera repris par une entreprise agréée ou un agriculteur disposant d'un plan d'épandage. Les bons d'enlèvement seront mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 22 – Déchets

Cadavres d'animaux :

Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.

Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux et sont entreposés dans un local facile à nettoyer et à désinfecter.

Ce local, éloigné des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques est conçu de telle sorte que l'enlèvement des cadavres est réalisé facilement et situé de telle sorte que le véhicule de l'équarrisseur ne stationnera pas à proximité des bâtiments et enclos où seront parqués les animaux.

Ce local sera désinfecté après chaque passage de l'équarrisseur. Conformément au code rural, les cadavres doivent être remis à un établissement autorisé pour son élimination.

Autres déchets :

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Article 23 - Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux.

Les bassins seront conçus de manière à éviter la pénétration des eaux de ruissellement.

Article 24 – Bruit

24.1.– Règles d'aménagement

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables sans préjuger des dispositions arrêtées ci-après.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

24.2. – Niveaux limites

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-joint. Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles en période diurne, y compris les dimanches et jours fériés lorsque le parc est ouvert au public.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété, pour les différentes périodes de la journée ne devront pas excéder les valeurs suivantes :

période	niveaux limites admissibles en limite de propriété	emergence admissible dans les zones à émergence réglementée.
Jour : 7 H à 22 H sauf dimanches et jours fériés	70	5 dB (A)
Nuit : 22 H à 7 H Dimanches et jours fériés	60	3 dB (A)

24.3. -

L'inspecteur de l'environnement peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur de l'environnement peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à sa disposition.

Une étude acoustique sera réalisée dès l'ouverture de l'établissement pour contrôler les niveaux de pression acoustique ainsi que les émergences; si elle met en évidence un dépassement conséquent en période diurne, le pétitionnaire mettra en place des mesures compensatoires.

Article 25 -

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 26 -

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 27 -

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 28 -

Les installations de stockage sont vérifiées à toute vidange et au moins une fois par an.

Article 29 -

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.

Article 30 - Prescriptions complémentaires

- Les dalles des constructions doivent être mises hors d'eau pour une crue centennale.
- Le seuil déversant à l'entrée du bief et le seuil déversant dans le cours d'eau doivent être arasés à la cote 34,28 avec une échancrure correspondant à l'écoulement du débit réservé fixé à 42 litres par seconde.

- Une grille doit être mise en place en sortie de bief du Moulin de Richard pour éviter toute montaison du poisson dans le bief.
- Pour les enclos des chevaux, chameaux, nilgauts, antilopes, bantegs, muntjacs et hydropotes, un zonage d'espaces disponibles doivent être mis en place (rotation des parcelles), le couvert végétal ne devra pas être totalement dégradé par le piétinement des animaux.
- Un couvert végétal suffisant assurant l'absence de lessivage devra être maintenue dans tous les enclos animaliers.
- Une zone tampon végétalisée devra être maintenue entre les différentes infrastructures (voies d'accès, enclos) et l'Ic.

Article 31 - Prévention des risques

Les plans d'eau du parc pourront servir de réserve d'eau et devront être accessibles aux véhicules lourds des sapeurs pompiers afin de protéger les bâtiments des animaux et les lisières boisées.

Un plan d'intervention ainsi qu'un protocole d'intervention seront établis en collaboration avec les sapeurs pompiers.

Les consignes indiquant la conduite à tenir en cas d'incendie et le numéro d'appel de sapeurs pompiers devront être affichés.

Conformément aux dispositions prévues à l'art. 46 du décret 95-260 du 8 mars 1995 relatives aux commissions de sécurité, le maître d'ouvrage devra fournir une attestation certifiant que les vérifications techniques relatives à la solidité des ouvrages ont été effectuées. En l'absence de ce document la commission ne pourra se prononcer conformément à l'art. 48 du décret 95-260 du 8 mars 1995 relative aux commissions de sécurité.

Les travaux, les équipements et les installations techniques doivent être attestés par des techniciens compétents comme étant établis conformément aux dispositions du règlement de sécurité contre l'incendie, en application de l'art. R123-43 du code de la construction et de l'habitation.

Les installations de gaz devront être réalisées conformément aux dispositions de l'article PE 10 et l'arrêté du 02 août 1977 modifié et faire l'objet de conformités établies par l'installateur et visé par l'organisme chargé du contrôle.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.

Les mesures nécessaires devront être prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu. Le premier secours devra être assuré par des extincteurs en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement et faisant l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. La nature du produit extincteur devra être appropriée au risque. Les issues et dégagements devront toujours être libres et n'être jamais encombrés de marchandises ni d'objets quelconques.

Toutes dispositions utiles seront prises afin d'assurer la prévention des risques, en particulier l'incendie. Ces dispositions devront faire l'objet d'un agrément du Service Départemental d'Incendie et Secours.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérification périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état.

Article 32 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la CE ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Autres dispositions réglementaires

Article 33 -

Le présent arrêté ne dispense pas le responsable de l'établissement de l'application de la réglementation relative au commerce des animaux de la faune sauvage, notamment le règlement (CE) n°338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce (Convention de Washington).

Article 34 -

Tout transport d'animaux vivant à destination ou au départ de l'établissement doit se faire conformément au code rural.

Les conditions et moyens de transport des animaux vertébrés vivants doivent répondre aux prescriptions fixées par l'arrêté du 5 novembre 1996 relatif à la protection des animaux en cours de transport .

Les animaux relevant de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore menacées d'extinction ou CITES doivent être transportés conformément aux dispositions relatives au transport et à la préparation à l'expédition des animaux sauvages et des plantes de la convention précitée. Lors de transport par air, ils doivent être transportés au moins conformément à la réglementation la plus récente de l'Association du transport aérien international (I.A.T.A.). Ils doivent être acheminés à destination aussitôt que possible.

Article 35 - Identification

Les animaux des espèces bovines, équines, caprines et ovines doivent être identifiés conformément à la réglementation en vigueur.

Les espèces non domestiques doivent être marquées et identifiées conformément à l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques.

Organisation générale de l'établissement

Article 36 -

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.

Toutefois, l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.

Article 37 -

L'implantation de l'établissement doit être compatible avec la protection de la santé et de la sécurité des tiers. Il est délimité par des moyens physiques permettant d'assurer la sécurité des tiers ainsi que le bien-être et la tranquillité des animaux.

Les installations et les conditions de fonctionnement doivent respecter celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'ouverture.

Le nombre de spécimens en présence simultanée dans l'établissement devra toujours être en rapport avec les capacités d'hébergement du site.

Article 38 - Personnel

Tout changement de responsable de l'établissement doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux dans le mois qui suit la prise en charge de l'établissement.

La liste des titulaires de certificats de capacité sera tenue à la disposition des agents de l'administration en charge du contrôle.

Un organigramme fonctionnel et hiérarchique sera tenu à la disposition des agents de l'administration en charge du contrôle.

L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisante à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables de l'établissement. L'établissement s'attache les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

Article 39 –

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.

Article 40 –

L'autorisation est accordée sous réserve de la présence d'une personne titulaire du certificat de capacité pour les espèces présentées au public.

En cas de changement de capacitaire, l'exploitant devra informer le directeur départemental des services vétérinaires au moins deux mois avant l'arrivée du nouveau capacitaire, du changement et devra y joindre la copie du certificat de capacité, (avec la liste des espèces) du nouvel arrivant.

La liste des espèces présentes dans l'établissement sera toujours en adéquation avec celles des employés titulaire du certificat de capacité.

Article 41 -

L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 2 au présent arrêté.

L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.

Article 42 -

L'établissement doit tenir un registre des entrées et sorties des animaux d'espèces non domestiques conformément à l'arrêté du 08 octobre 2018 sus-visé.

- I. Sur le registre, dont les pages sont numérotées, figurent à l'encre, sans blanc, ni rature, ni surcharge, les informations suivantes :
 - 1° En tête :
 - le nom et le prénom de l'éleveur ou la raison sociale de l'établissement,
 - l'adresse du lieu de détention.
 - 2° Pour chaque animal :
 - l'espèce à laquelle il appartient, désignée par son nom scientifique et son nom vernaculaire,
 - son numéro d'identification lorsque celle-ci est obligatoire,
 - la date d'entrée de l'animal dans l'établissement, son origine ainsi que, le cas échéant, sa provenance et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de l'entrée,
 - la date de sortie de l'animal de l'établissement, sa destination ainsi que, le cas échéant, la cause de la mort et la référence aux justificatifs attestant de la régularité de la sortie.
- II. Le registre est renseigné le jour même à chaque événement concernant un spécimen. Toutes les pièces permettant de justifier de la régularité des mouvements enregistrés sont annexées au registre.
- III. Ce registre peut être tenu sous un format numérique offrant toute garantie en matière de preuve. Une édition du registre informatisé est transmise, le cas échéant par voie électronique :
 - une fois par trimestre à la direction départementale de la protection des populations de la préfecture des Côtes d'Armor.
- IV. Le registre et les pièces justificatives sont conservés par le détenteur au moins cinq années à compter de la clôture du registre, conformément à l'article R. 412-2 du code de l'environnement. Ce registre est considéré comme clos lorsque le motif de sortie est renseigné et daté pour tous les animaux qui doivent y être inscrits.

Prévention des accidents

Article 43 -

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.

Article 44 -

L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 2 au présent arrêté.

L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Il doit disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

Article 45 -

Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.

Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claires, compréhensives et répétitives.

Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables de l'établissement, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.

Article 46 -

L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptible de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Conduites d'élevage des animaux

Article 47 -

Les animaux n'ont aucun contact avec la rivière. En période de crue, les animaux devront être isolés de la crue.

Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements, des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.

Avant d'héberger une nouvelle espèce, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par l'arrêté du 25 mars 2004 et par le présent arrêté.

Article 48 -

La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce.

Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité.

Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe.

La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.

Article 49 -

Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce.

Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :

- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;
- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;
- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.

Article 50 -

Les animaux doivent être protégés de la prédation d'animaux étrangers à l'établissement.

Ils ne doivent pouvoir être perturbés ou excités par des animaux étrangers à l'établissement.

Le cas échéant, les établissements doivent mettre en oeuvre des programmes de maîtrise de ces populations animales nuisibles et indésirables et **tenir un registre de suivi de ces programmes.**

Article 51 -

Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans **compromettre** ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.

Article 52 -

Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public.

Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture.

Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.

Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.

Article 53 -

Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée.

Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.

Article 54 -

Notamment en ce qui concerne les animaux des espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et des espèces figurant en annexe A du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996, les programmes de reproduction sont maîtrisés et raisonnés dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations.

Hormis à des fins contrôlées et pertinentes d'un point de vue scientifique, les croisements interspécifiques sont interdits. Cette interdiction s'étend à la reproduction d'animaux appartenant à des sous-espèces ou à des populations isolées différentes lorsque leurs populations naturelles ou captives sont menacées.

Article 55 -

Les activités de reproduction ne peuvent être entreprises que si les responsables de l'établissement ont l'assurance que les animaux issus de ces activités seront élevés dans des lieux et des conditions qui respectent la réglementation relative à la protection de la nature.

A défaut, ces activités sont limitées par des moyens appropriés qui préservent l'intégrité physique des animaux chaque fois qu'il est possible d'utiliser de telles méthodes.

En fonction des exigences de l'espèce, les animaux gestants, ceux ayant mis bas et les jeunes font l'objet de soins particuliers prévenant l'apparition des maladies périnatales et les agressions des autres animaux.

Article 56 -

Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en oeuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.

Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué.

L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux.

L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.

L'approvisionnement en viande pour les carnivores, doit se faire conformément à la réglementation en vigueur et notamment pour les viandes saisies conformément au règlement 1774/2002.

Article 57 -

Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture.

Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments.

La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée.

Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement.

Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Article 58 -

Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.

La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4°C et la recongélation de produits décongelés sont interdites.

La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.

Article 59 -

Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure.

Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement.

Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique.

Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution.

Article 60 -

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

Article 61 -

Des procédures écrites en annexe 3 du présent arrêté fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.

Article 62 -

Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

Article 63 -

Les matériels de capture, de contention et d'abattage doivent être entretenus en bon état.

Le matériel d'abattage doit être stocké dans une armoire fermée à clefs.

L'ensemble des équipements de garde, de capture, d'immobilisation et de transport devra être non contendant et adapté aux caractéristiques physiques des animaux.

Les installations d'hébergement et de présentation au public des animaux

Article 64 -

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite.

Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein des établissements, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.

Article 65 -

Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public.

Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

Article 66 -

La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce.

Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais.

Lorsque ces paramètres sont dirigés pour répondre aux exigences de l'espèce, le matériel nécessaire à ces opérations est d'une qualité suffisante, régulièrement contrôlé et maintenu en permanence en bon état de fonctionnement.

Les animaux tenus dans des enclos extérieurs ont accès à des abris ou à des locaux leur permettant de se soustraire aux effets du climat négatif pour leur espèce.

Article 67 -

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.

Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.

Les appareils et fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.

Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, l'établissement dispose d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.

Article 68 -

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.

Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos.

Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées.

Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.

S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.

Article 69 -

Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès.

Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.

Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que l'établissement dispose d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.

Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux.

Article 70 -

Sauf en cas d'autorisation spécifique du préfet (directeur départemental des services vétérinaires), les clôtures électriques ne doivent être utilisées qu'en complément d'un dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos.

Article 71 -

Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées.

Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées.

La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux.

Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.

Article 72 -

L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par le responsable de l'établissement que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.

Les bacs et vitrines sont construits en matériaux résistants aux chocs et à la pression. Le public est tenu à une distance minimale de 30 cm des parois des bacs par un dispositif léger tel que barre d'appui, tablette d'information etc.

Les bassins des loutres sont conçus de telle manière qu'aucun contact entre le public et les animaux ne puisse avoir lieu. De même, des barrières physiques infranchissables pour les animaux doivent être prévues pour parer à toute fugue.

L'information du public est assurée par des moyens auditifs ou visuels dont le contenu est, d'une façon générale, compréhensible pour la majorité des visiteurs, notamment les enfants, sans préjudice, s'il y a lieu, de renseignements complémentaires scientifiques.

Article 73 -

Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après avoir examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.

La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.

Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.

Article 74 -

Les cages hébergeant des primates, situées à l'intérieur des locaux, présentent face au public une paroi continue.

Les locaux où le public a accès sont correctement entretenus et ventilés.

Le public est tenu à l'écart de toutes projections physiologiques ou de jets d'objets dangereux du fait des animaux.

Article 75 -

Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.

Des dispositifs suffisants empêchent le public d'avoir accès aux fossés servant à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux.

Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.

Article 76 -

La circulation des visiteurs dans les enclos, fait l'objet d'une autorisation préfectorale.

Cette autorisation est accordée pour la ferme pédagogique (chèvres naines et animaux domestiques de petite taille).

Dans la ferme pédagogique, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.

La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations et de conditions de fonctionnement adaptées.

De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux.

Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée.

Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations.

Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles.

Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés.

Dans le cas où le public est admis au sein des enclos, le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.

Article 77 -

Le public ne peut être autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée. A l'issue de cette opération, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.

Surveillance sanitaire des animaux, prévention et soins des maladies

Article 78 -

Les installations et le fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et, le cas échéant, d'en limiter la propagation.

Les modes d'entretien et de présentation au public des animaux permettent d'assurer une surveillance optimale de leurs comportements et de leur état de santé, sans risque pour la sécurité du personnel.

L'établissement est tenu de mettre en oeuvre des programmes étendus de surveillance des maladies auxquelles sont sensibles les animaux hébergés ainsi que de prophylaxie ou de traitement de ces maladies, conformément à la réglementation en vigueur.

Les établissements tiennent à jour et conservent pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire tenu conformément à l'annexe 2 au présent arrêté.

Article 79 -

L'établissement s'attache les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables de l'établissement, de la mise en oeuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.

Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.

Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, l'établissement bénéficie du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Article 80 -

Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux.

Les animaux nouvellement introduits dans l'établissement font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière.

Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux.

Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.

Article 81 -

L'établissement dispose de moyens de contention adaptés.

Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.

Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.

L'établissement dispose du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet. La pharmacie vétérinaire doit être stockée dans une armoire fermée à clefs.

Article 82 -

Les causes des maladies apparues dans l'établissement doivent être recherchées.

Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.

Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.

Article 83 -

Lorsqu'elles sont effectuées au sein de l'établissement, celui-ci dispose d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie.

L'établissement dispose d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.

Article 84 -

Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes.

Les sols et les parois intérieures des bâtiments où sont hébergés les animaux sont réalisés avec des matériaux permettant leur lavage complet.

Les litières des animaux sont renouvelées régulièrement selon les exigences de l'espèce et les techniques d'élevage.

Ces litières sont évacuées aussi souvent qu'il est nécessaire vers la fumière, de façon à ne pas entraîner une pollution des sols et des ressources en eau.

Article 85 -

L'établissement établit des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de ses installations et de ses équipements.

L'établissement met en oeuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.

Article 86 -

L'établissement doit disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et des cages servant au transport des animaux. Les eaux résiduelles de lavage sont collectées et acheminées vers la station d'épuration.

Article 87 -

Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement.

Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement.

Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.

Article 88 -

Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.

L'état sanitaire des animaux ayant causé des blessures aux personnes est surveillé. Les responsables des établissements tiennent à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance.

L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.

Participation aux actions de conservation des espèces animales

Article 89 -

Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, l'établissement participe :

- à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces ;
- et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation ;
- et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces ;
- et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux.

A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au préfet (directeur départemental des services vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.

Article 90 -

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.

Article 91 -

L'établissement contribue auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'il détient en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.

Article 92 -

Sauf s'ils sont utilisés pour les besoins propres de l'établissement en matière de diffusion des connaissances ou de conservation, l'exploitant doit tenir à la disposition des institutions à caractère scientifique ou pédagogique les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier notamment en ce qui concerne les espèces rares, menacées ou protégées dont il importe que tous les éléments soient conservés dans les archives et collections patrimoniales. Ces cadavres ne doivent pas constituer une source de transmission de maladies à d'autres animaux ou aux personnes.

Information du public sur la biodiversité

Article 93 -

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

L'établissement fournit au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :

- nom scientifique,
- nom vernaculaire,
- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique,
- répartition géographique,
- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; ainsi que, le cas échéant :
 - o statut de protection de l'espèce,
 - o menaces pesant sur la conservation de l'espèce,
 - o actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

Article 94 -

L'établissement fournit au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.

L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

L'utilisation de matériels totalement étrangers au milieu naturel (agrès...) sera strictement limitée aux situations où aucune solution de remplacement techniquement réalisable n'est envisageable ou lorsque pour des motifs relatifs au bien-être animal leur usage est rendu indispensable.

Article 95 -

Les informations délivrées au public doivent être validées scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

Article 96 -

Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.

Article 97 -

Il est interdit de vendre ou de proposer à la vente aux visiteurs des animaux hébergés dans l'établissement visés par le présent arrêté.

Prévention des risques écologiques

Article 98 -

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme ainsi que pour la santé des personnes.

Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.

Tout événement d'évasion d'enclos donne lieu à un rapport conformément à l'article 100 ci-dessous.

Tout événement d'évasion en dehors de l'enceinte de l'établissement doit impérativement être immédiatement signalé à la préfecture ainsi qu'à la direction départementale des services vétérinaires et à l'office national de la chasse et de la faune sauvage conformément au règlement de service.

Article 99 -

Les rejets d'eaux provenant des milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.

Article 100 -

L'éjointage des oiseaux laissés en liberté peut être pratiqué afin d'éviter leur évasion.

IDENTIFICATION CESSION CIC

Article 101 -

Pour tout spécimen appartenant à des espèces inscrites à l'annexe A du règlement communautaire n° 0338/97 du 09 décembre 1996 susvisé, une demande de certificat intra-communautaire sera faite auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) à Rennes.

Article 102 -

Les animaux, des espèces ou groupes d'espèces inscrits sur les listes établies en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ou sur les listes des annexes A à D du règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996 susvisé, doivent être munis d'un marquage individuel et permanent, effectué, selon les procédés et les modalités techniques définis en annexe 1 de l'arrêté du 08 octobre 2018 sus-visé.

IDENTIFICATION

Article 103 -

En cas de cession ou de prêt d'un animal marqué conformément à l'arrêté du 08 octobre 2018 sus-visé, le responsable de l'établissement, fournit au nouveau détenteur l'original de la déclaration de marquage de l'animal, en conserve une copie et adresse une copie de l'attestation de cession prévue par le I de l'article L. 413-7 dans les huit jours au gestionnaire du fichier national. L'original de la déclaration de marquage est restitué au prêteur en même temps que l'animal.

En cas de cession d'un animal marqué en application du présent arrêté, le cédant fournit au nouveau propriétaire l'original de la déclaration de marquage de l'animal et en conserve une copie.

Le nouveau propriétaire procède, au moyen du téléservice, à la mise à jour de l'inscription de l'animal dans le fichier national d'identification des animaux d'espèces non domestiques, ou informe le gestionnaire de ce fichier du changement de propriétaire de l'animal, dans les huit jours de la cession, conformément à l'article R413-23-4 du code de l'environnement.

Le propriétaire signale au gestionnaire du fichier national, au plus tard dans un délai de quinze jours après l'événement, tout changement d'adresse ainsi que la mort ou le vol de l'animal.

Article 104 -

I. - Lors de la cession, à titre gratuit ou onéreux, d'un animal vivant appartenant à une espèce protégée en application des articles L 411 1 du code de l'environnement ou figurant en annexe A du règlement (CE) n° 338/97 susvisé, le cédant et le cessionnaire établissent une attestation de cession sur laquelle figurent a minima les informations suivantes :

- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce à laquelle appartient l'animal cédé ;
- le sexe s'il est connu ;
- l'âge ou la date de naissance s'ils sont connus ;
- les caractères particuliers ;

- l'origine (naissance en captivité, importation, prélèvement dans la nature) ;
- le statut juridique de l'espèce à laquelle appartient l'animal cédé ;
- le mode et le numéro de marquage de l'animal cédé ;
- le nom ou la raison sociale et les coordonnées complètes du cédant ;
- le nom ou la raison sociale et les coordonnées complètes du cessionnaire ;
- les références de la déclaration ou des autorisations administratives dont dispose le cédant ;
- les références de la déclaration ou des autorisations administratives requises dont dispose le cessionnaire ;
- les références des autorisations administratives requises en application du règlement (CE) n° 338/97 susvisé pour la cession de l'animal ;
- la date, le lieu et les conditions financières de la cession.

II. - Lors de la cession, à titre gratuit ou onéreux, d'un animal vivant d'une espèce autre que celles mentionnées au I, le cédant et le cessionnaire établissent une attestation de cession sur laquelle figurent a minima les informations suivantes :

- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce à laquelle appartient l'animal cédé ;
- le nom ou la raison sociale et les coordonnées complètes du cédant ;
- le nom ou la raison sociale et les coordonnées complètes du cessionnaire ;
- la date, le lieu et les conditions financières de la cession.

III. - L'attestation de cession est établie en au moins deux exemplaires, dont chacun doit être signé par le cédant et par le cessionnaire. Un exemplaire est conservé par le cédant, l'autre exemplaire est conservé par le cessionnaire.

Autres règles d'exploitation

Article 105 -

Le responsable de l'établissement tient informé le préfet du département (direction départementale de la protection des populations) des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles que les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Tout incident ou accident, qui surviendrait dans le fonctionnement de l'établissement et qui serait de nature à porter atteinte aux prescriptions de l'article L. 110-1 du code de l'environnement, sera déclaré auprès des services vétérinaires qui seront également avertis des mesures prises pour éviter leur renouvellement.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 106 -

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier tenu à la disposition de l'inspection comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclarations non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 107 -

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 108 - Cessation d'exploitation – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 109 -

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment : l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ; la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées et l'insertion du site de l'installation dans son environnement.

Article 110 -

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet.

Il prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitation doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, notamment celles que le fonctionnement, ou la transformation de l'établissement, rendrait nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sans que l'exploitant ne puisse prétendre à une indemnité ou un dédommagement.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 111 - Prescriptions particulières relatives à la sécurité

111.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

111.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

111.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

111.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 112 - Autres dispositions

Les arrêtés préfectoraux portant autorisation d'ouverture en date du 06 février 2007 et du 10 août 2007 sont abrogés.

Article 113 -

Une copie de la présente décision sera notifiée à l'EURL PARC ZOOLOGIQUE de TRÉGOMEUR.

Le non-respect de cette décision expose son bénéficiaire à des sanctions administratives ou pénales conformément aux articles R 413-45 à R 413-51 et L 415-3 du code de l'environnement.

Article 114 - Publicité

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Trégomeur pour y être consultée
- affichée à la mairie de Trégomeur pendant une durée minimum d'un mois
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 115 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN ;
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 116 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Trégomeur et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 10 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Georges SALAÜN

ANNEXE 1 à l'arrête d'autorisation du parc zoologique de Tregomeur N°

<u>MAMMIFERES</u>		
Ailuridés	Félidés	Procyonidés
Bovidés	Herpestidés	Sciuridés
Camélidés	Hylobatidés	Suidés
Canidés	Hystriacidés	Tapiridés
Cercopithécidés	Lémuridés	Ursidés
Cervidés	Lorisidés	Viverridés
Equidés	Muridés	Mustélidés
<u>OISEAUX</u>		
Accipitridés	Colombidés	Phoenicoptéridés
Anatidés	Corvidés	Psittaciformes
Anhimidés	Falconidés	Scopidés
Anseranatidés	Gruidés	Strigidés
Ardéidés	Pélécanidés	Threskiornithidés
Balaenicipitidés	Phalacrocoracidés	Tytonidés
Bucérotidés	Phasianidés	
<u>REPTILES</u>		
Testudinés		

Espèces autorisées sous réserve de la présence d'un employé titulaire du certificat de capacité correspondant.

ANNEXE 2 à l'arrêté d'autorisation du parc zoologique de Tregomeur N°

RÈGLEMENT INTÉRIEUR, RÈGLEMENT DE SERVICE PLAN DE SECOURS ET DOSSIER SANITAIRE

1. - Règlement intérieur

Le règlement intérieur fixe notamment :

- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;
- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;
- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public
- il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent ;
- ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).

2. - Règlement de service

Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :

- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;
- les consignes à respecter en cas d'évasion d'enclos ou de l'enceinte de l'établissement ;
- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;
- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;
- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;
- les règles propres à assurer le bien-être des animaux.

Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.

3. - Plan de secours

Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.

Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :

- les moyens et les procédures à mettre en oeuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;
- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition ;
- le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

4. - Dossier sanitaire

Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :

- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;
- les cas de maladie apparus dans l'établissement, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;
- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;
- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;
- les résultats d'autopsies ;
- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ ;
- le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments ;
- il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.

ANNEXE 3 à l'arrête d'autorisation du parc zoologique de Tregomeur N°

INTERVENTION DES PERSONNES AUPRES DES ANIMAUX DANGEREUX

ACCES AUX ENCLOS DES FAUVES

Tous les animaux sont potentiellement dangereux. Néanmoins, des catégories d'animaux, spécialement des fauves, doivent être considérés comme dangereux, **mais également comme à haut risque**. Ainsi, à chaque intervention (soin, entretien), il convient d'être de la plus extrême vigilance.

RAPPEL : Les soigneurs doivent être munis de leur TALKY qui doit être en parfait état de fonctionnement pendant le temps de travail.

Le canal des talkies utilisés pour le service zoologique, ainsi que le service technique sera le même. A l'occasion de discussions spécifiques entre 2 personnes, un autre canal sera utilisé ponctuellement, avant de se remettre sur le canal initial.

Pour accéder aux enclos des animaux, il convient au début de service :

- de vérifier sur le tableau de la cuisine du zoo si des problèmes particuliers ont été rencontrés dans la tournée de la veille : comportements anormaux, animaux normalement rentrés qui ne l'ont pas été, recommandations de la veille, traitement en cours... ;

N.B : ces informations sont indiquées elles aussi sur des fiches journalières, dans la bannette du bureau du chef animalier.

- pour rentrer dans les bâtiments et abris, le soigneur doit réaliser d'abord un contact visuel des animaux qui sont dans le parc. Si tout est normal, l'intervention devient possible ;
- dans le cadre des animaux dangereux à haut risque (fauves), il convient en plus d'opérer un protocole spécifique de contention des animaux, afin de s'assurer de ne jamais être en contact avec eux ni dans le parc, ni dans les maisons de nuit. Il faut :

A) Pour rentrer dans les maisons de nuit :

- vérification visuelle avant de pénétrer dans la maison de nuit, au moyen des vitres ou oilletons pour s'assurer de l'absence d'animaux dans le sas ou le couloir,
- vérifier la fermeture effective des portes par les cadenas,
- vérifier que la loge est vide, et que les trappes sont fermées,
- ouvrir la porte d'accès aux loges et opérer immédiatement le blocage supplémentaire temporaire des trappes, soit par notre système de goupilles, soit par cadenas,
- à la fin de l'intervention, enlever la sécurité temporaire, fermer la porte de la loge, puis la verrouiller (cadenas ou fermeture du verrou),
- puis, seulement après une dernière vérification générale, ouverture de la trappe.

B) Pour rentrer dans le parc :

- vérifier que tous les animaux sont rentrés dans les maisons (réaliser un comptage pour certitude absolue),
- vérifier que les trappes sont fermées,
- pénétrer dans le parc en fermant immédiatement, et à chaque fois la porte ou le portail, et en allant tout de suite opérer le verrouillage des trappes par notre système de goupilles ou cadenas,
- une fois l'intervention effectuée, il convient d'enlever le verrouillage temporaire des trappes, de sortir de l'enclos, de verrouiller le porte ou le portail, puis d'aller ouvrir les trappes des maisons.

A chaque intervention, en plus du contrôle quotidien, il convient de vérifier attentivement l'état du grillage et des clôtures, (défaut de maillage, état du bas volet, des fils de tensions, des clôtures électriques), des structures vitrées et appliquer le protocole de vérification de la végétation.

Ainsi, une distinction est réalisée dans le cadre d'équipe restreinte ; on entend par équipe restreinte, les journées particulières et/ou exceptionnelles pendant lesquels le personnel zoologique est réduit. Cela se produit généralement l'hiver, pendant certains week-ends et/ou jours fériés.

Au minimum, il y a toujours au moins deux personnes : 2 animaliers, dont un hautement qualifié (minimum échelon 5), et un personnel administratif accueil quand le parc est ouvert.

Dans ces conditions, l'animalier a l'interdiction de manipuler seul les trappes et portes des environnements des fauves : il peut le faire uniquement pour les tigres et les lions, animaux ayant pris l'habitude de rentrer tous les soirs, **et en ayant préalablement prévenu son (ses) collègue (s), soigneurs hautement qualifiés, présents sur le parc.**

La règle pendant ces journées dites d'équipe restreinte, est de réaliser les soins minimums aux animaux (pas d'intervention de nettoyage et de soins - jour de jeun des fauves).

Néanmoins, en cas de nécessité impérative, l'animalier de garde devant intervenir dans un environnement d'animaux dangereux et/ou fauves, doit être obligatoirement accompagné d'un de ses collègues animaliers (échelon 5) pour toute intervention/manipulation.

DANGEREUX :

L'animalier ou le surveillant, donne l'alerte (talkies-walkies ou tout autre moyen), indique l'emplacement et la gravité de l'accident et s'efforce de maintenir l'animal en contact visuel.

Aucune capture ne doit être tentée par l'appelant. Les autres animaux dangereux doivent être rentrés dans la mesure du possible. Etablir un périmètre de sécurité, fermer les issues.

Une équipe, prévenue par les talkies-walkies ou téléphones, se rend sur place : elle est constituée dans la mesure du possible :

- du directeur ou du responsable : chargé de coordonner les efforts de captures et d'organiser le repli des visiteurs vers la sortie ou abri,
- du responsable animalier de présence : chargé de l'abattage de l'animal,
- de l'animateur ou du guide : chargé de guider les visiteurs vers la sortie ou les abris, en indiquant avec un porte-voix : « Par mesure de sécurité, nous invitons les visiteurs à se diriger sans précipitation vers la sortie du parc », ou tout autre indication, procédure permettant l'évacuation du public et des personnels administratifs sans panique.

Si l'animal n'est pas repéré, il faut prévoir d'embarquer les moyens d'abattage et d'anesthésie à bord d'un véhicule fermé partant à la recherche de l'animal.



**Formulaire européen d'accompagnement de l'autorisation,
fourni par le règlement d'exécution (UE) 2016/145 de la
Commission du 4 février 2016**

**Règlement (UE) n°1143/2014 sur les espèces exotiques envahissantes
Article L.411-6 du code de l'environnement**

**Permis de mener certaines activités sur des espèces exotiques envahissantes
(règlement d'exécution (UE) 2016/145 du 4 février 2016)**

Le présent document accompagne à tout moment le permis et les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union concernée (métropole) ou listées dans l'arrêté ministériel spécifique (RUP)

1. Titulaire du permis EURL PARC ZOOLOGIQUE DE TREGOMEUR 1 Moulin de Richard 22590 TREGOMEUR	2. Numéro du permis FR-53-2026-2
3. Expéditeur / exportateur (le cas échéant)	4. Date de délivrance du permis
	5. Période de validité (le cas échéant) Indéterminée
6. Destinataire / importateur (le cas échéant)	7. Autorité compétente délivrant le permis DDPP22 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN
8. Lot (ou stock)	
8a. Espèce (nom scientifique) <i>Muntiacus reevesi</i> <i>Cervus nippon pseudaxis</i>	8b. Espèce (nom commun) Muntjac de Reeves Cerf sika du Viêt Nam
8a. Espèce Famille des Sciuridae : toutes les espèces, sauf <i>Marmota marmota</i> Marmotte et <i>Sciurus vulgaris</i> : Ecureuil roux	
8c. Code NC 0106 19 00	8d. Description Les animaux sont et seront marqués conformément à l'arrêté du 08 octobre 2018 sus visé
8e. Masse nette	8f. Quantité Effectif en rapport avec les capacités d'hébergement du site
9. Dérogation aux restrictions prévues à l'article 7 du règlement (UE) n°1143/2014 (métropole) et à l'article L.411-6 du code de l'environnement x Conservation xParticipation aux EEP	10. Finalité pour laquelle le permis a été délivré : Conservation ex situ Pédagogie sur les EEP Participation aux EEP

11. Conditions applicables aux activités couvertes par le permis

PREVENTION DES RISQUES DE FUITE :

Enclos sécurisés par grillage et électricité

Clôture périphérique autour du parc zoologique

Maintien en captivité des spécimens jusqu'à mortalité ou placement dans d'autres parcs autorisés

- Transports réalisés par des transporteurs professionnels

- Sas pour entrer dans les enclos

- Volière pour les sciuridés

Enclos adaptés et sécurisés aux besoins spécifiques de chaque espèce.

Ouverture et entretien par personnel qualifié

Personnel toujours présent sur site pendant visite du public : surveillance

PREVENTION DES RISQUES SANITAIRES :

Surveillance annuelle par un vétérinaire

ORIGINE DES ANIMAUX :

Les muntjacs de Reeves et les cerfs sikas du Vietnam font partie d'un EEP (Programme d'élevage au sein de l'EAZA). Il y a des recommandations qui peuvent être faites par les coordinateurs des espèces.

Objectifs de l'opération

Conservation

Pédagogie sur les EEE

Participation aux EEP

12. Dispositions spécifiées dans l'autorisation

En cas de décès, le décès doit être attesté par un vétérinaire, une copie de cette attestation sera transmise à la ddpp et le cadavre sera dirigé vers un centre équarrissage. Le numéro de ce permis doit figurer sur le certificat de décès de l'animal.

Autorisation délivrée pour la durée de vie des animaux.

Retrait possible de l'autorisation en cas de fuite ou de propagation des spécimens concernés ou en cas d'événements imprévus ayant des effets néfastes sur la biodiversité ou sur les services écosystémiques.

13. Nom de l'agent compétent Catherine JAMET

14. Signature

Pour le Préfet, et par délégation,

Pour le directeur départemental de la protection des populations,

Et par subdélégation,

La cheffe du service prévention des risques environnementaux

15. Cachet et date

Signature
numérique de

SABBADIN

Date :

2026.01.12

10:05:53 +01'00'